



Une urgence éco..nomique

Physicien lauréat de divers prix, professeur émérite de l'Université de Tours et expert-reviewer pour le dernier rapport du GIEC AR6 (2021-2022), François Gervais est l'auteur d'*Impasses climatiques, les contradictions du discours alarmiste sur le climat*. Dans ce livre remarquable d'argumentations documentées et sidérantes sur les mauvais ressorts de la doxa actuelle, il dénonce les effets délétères des directives du GIEC pour l'industrie européenne, ses entreprises, son économie et ses contribuables. Et il appelle à retrouver l'optimisme éclairé du siècle des Lumières, alors que le nôtre est menacé d'obscurantisme idéologique. A lire... **d'urgence !**

Culture Cuisine / Archi-Cultures : Dans votre ouvrage, vous citez p. 43 Judith Curry, ancienne présidente de l'École des sciences atmosphériques et de la Terre au Georgia Institute of Technology, qui dirige le Réseau des applications à la prédiction climatique (CFAN) et a déclaré dans une interview au *Point* : « *L'indépendance d'esprit et la climatologie sont devenus incompatibles* » car la climatologie est devenu un parti politique de tendance totalitaire. Dans ce milieu, il convient de ne pas trop aimer le capitalisme ni l'industrie, et de pencher de préférence pour un gouvernement plutôt que pour des gouvernements nationaux. » Ce n'est pas nouveau que les écologistes tirent à boulets... verts sur l'industrie et le commerce qui forgent notre société de consommation. Mais comment les propos de Judith Curry se traduisent-ils concrètement ?

François Gervais : « *Judith Curry ajoute* « Les scientifiques ne précèdent pas les politiciens, ils courent derrière eux ». Cette situation découle de la politique de financement de la Recherche aux États-Unis, plus récemment importée en France en particulier avec la création de l'Agence Nationale de la Recherche. En clair, c'est au scientifique de concourir afin d'obtenir les financements qui lui sont nécessaires pour pouvoir travailler. Rien de mieux pour convaincre le financeur qu'une dose d'alarmisme est bienvenue dans l'introduction du projet. Face à l'opinion publique dont le politique a besoin pour sa réélection, il a à cœur de montrer qu'il agit en imposant des normes industrielles toujours plus contraignantes. Inutile d'ajouter que les normes se complètent de taxes. Dans l'exemple du carbone, elle était de 7€ la tonne à son instauration en 2014. Elle est de 44,6 € la tonne actuellement, gelée à la suite du mouvement des gilets jaunes. Sa trajectoire prévoyait 100 € la tonne en 2030.

Culture Cuisine / Archi-Cultures : Appelées à être de plus en plus strictes pour atteindre en 2050 la neutralité carbone, ces mesures ne risquent-elles pas de nuire fortement à la compétitivité des entreprises françaises, et européennes plus

largement, face à leurs concurrentes de pays asiatiques, qui jouissent d'une consommation d'énergie fossile sans entrave, et le feront encore dans les prochaines décennies, comme l'a annoncé l'Inde (suivie par la Chine), le 13 novembre 2021, à la fin de la COP26 de Glasgow ? Vous décrivez même p. 244 que « le monde occidental est tenté d'organiser sciemment sa précarité énergétique, alors que c'est justement grâce à une énergie abondante et bon marché qu'elle a pu se sortir du marasme au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. »

François Gervais : Effectivement, la Chine à elle seule consomme la moitié du charbon mondial. Pour autant, au rythme actuel de sa consommation, elle ne contribuerait à réchauffer la Terre que de 0,04°C à 0,08°C d'ici 2050, année déclarée objectif de neutralité carbone. Les émissions de la France sont 30 fois moindres que celles de la Chine, 10 fois moindres que celles de l'Inde. Autant dire qu'aussi strictes soient-elles, les mesures qui seraient prises en France n'auraient aucun impact mesurable sur leur objectif prétendu. En revanche, si elles devaient instaurer une précarité énergétique comme c'est malheureusement à craindre, elles impacteraient gravement et durablement les entreprises ainsi que les particuliers, principalement les plus démunis. Les réserves connues de ressources fossiles permettent de continuer à les utiliser pendant encore une centaine d'années au rythme actuel. Tant que les trois quarts des émissions resteront le fait de pays qui ont fait savoir, certes en langage diplomatique, vouloir continuer à les utiliser pour poursuivre leur développement, la croisade à marche forcée vers la neutralité carbone du quart restant, principalement l'Union Européenne et les États-Unis, aurait non seulement un impact minime mais serait économiquement suicidaire.

La Chine à elle seule consomme la moitié du charbon mondial. Pour autant, au rythme actuel de sa consommation, elle ne contribuerait à réchauffer la Terre que de 0,04°C à 0,08°C d'ici 2050, année déclarée objectif de neutralité carbone. Les émissions de la France sont 30 fois moindres...

Culture Cuisine / Archi-Cultures : De manière plus générale, vous alertez sur le climat délétère (sans mauvais jeu de mots) que font régner, sur les sociétés et populations occidentales, les discours alarmistes du GIEC concernant les émissions de CO2. Répétés à l'envi par les médias, ces discours font-ils réellement consensus comme l'annoncent les médias et pourquoi ne sont-ils pas fondés ?

François Gervais : Le livre donne les liens vers plus de 4000 publications scientifiques dans des revues internationales à comité de lecture qui relativisent les chiffres du GIEC en dénonçant la fragilité et les incertitudes des modèles de climat. Ils insistent aussi sur la variabilité naturelle du climat qui, certes change, mais comme il a toujours changé. Le plus ancien thermomètre du monde qui mesure la température depuis 360 ans, ainsi qu'une moyenne de 3000 stations de mesures qui la mesurent depuis 120 ans, n'indiquent pas de fluctuations – météorologiques - différentes de nos jours de ce qu'elles ont toujours été. L'expression « dérèglement climatique » n'est pas confortée par les observations.

L'expression « dérèglement climatique » n'est pas confortée par les observations. Elle est surtout infondée car il n'existe aucune référence à un « règlement » climatique.

Elle est surtout infondée car n'existe aucune référence à un « règlement » climatique. Si la température est momentanément supérieure aux moyennes de saison à un endroit, elle est simultanément inférieure en d'autres lieux. Par ailleurs clintel.org liste les noms de 1200 scientifiques, ingénieurs, professionnels de l'environnement et de la santé d'une trentaine de pays qui ont signé la déclaration « il n'y a pas d'urgence climatique » envoyée au

Secrétaire Général des Nations Unies et à la Présidente de l'Union Européenne.

Culture Cuisine / Archi-Cultures : Les mesures préconisées par le GIEC pour lutter contre le réchauffement climatique « coûteraient selon la Banque mondiale 89 000 milliards de dollars, plomberaient la dette des pays concernés, accablent les contribuables de taxes, obérerait l'avenir de la jeune génération et des suivantes, le tout pour un résultat imperceptible. » Sur quels calculs vous appuyez-vous ?

François Gervais : Le caractère imperceptible découle de la propre évaluation du dernier rapport AR6 du GIEC qui écrit (paragraphe D.1.1 du Résumé à l'attention des décideurs) que chaque 1000 milliards de tonnes de CO₂ réchaufferait la Terre de l'ordre de 0,45°C. Il écrit par ailleurs que 44 % reste dans l'atmosphère, 33 % profitant à la végétation par photosynthèse, le reste étant capté par les océans. Sur les 36 milliards de tonnes émis en 2021, seulement 16 sont donc restés dans l'atmosphère comme le confirme la mesure à l'Observatoire de Mauna Loa. Selon le GIEC, ils auraient ainsi réchauffé la Planète de 0,45°C x 16/1000 = 0,007°C. À ce rythme, le réchauffement serait de 0,2°C d'ici 2050. La contribution de la France serait de 0,9 % de ces chiffres, parfaitement imperceptible par conséquent. Plus généralement, ces chiffres frisant le zéro justifient-ils de détruire l'économie actuelle pour reconstruire à grands frais une autre « décarbonée » ? D'autant que la reconstruction ne pourrait se faire qu'à grand renfort d'émissions carbonées, est-il important de souligner. Elle s'accompagnerait de graves dommages à l'environnement par pillage généralisé de ressources minérales. L'accès aux plus rares d'entre elles serait source de conflits géopolitiques.

Au rythme actuel des émissions mondiales de CO₂, le réchauffement serait de 0,2°C d'ici 2050. La contribution de la France serait de 0,9 % de ces chiffres, parfaitement imperceptible par conséquent.

Culture Cuisine / Archi-Cultures : L'Union européenne et, plus récemment, la Californie ont annoncé la fin des ventes de véhicules thermiques et hybrides en 2035. Pourquoi jugez-vous cette décision irréaliste, comme le remplacement des énergies fossiles par l'éolien et le photovoltaïque ?

François Gervais : Considérons un véhicule qui émet 200 grammes de CO₂ au kilomètre, affligé d'un malus de 18 188 euros. Calculé avec ces mêmes chiffres du GIEC, un million de tels véhicules parcourant chacun 100 000 kilomètres réchaufferaient la Terre de 4 millièmes de degré. S'agit-il d'une telle menace existentielle qui justifierait de les interdire ou de les remplacer par des véhicules électriques ? L'Allemagne a investi des centaines de milliards principalement dans l'éolien. En l'absence ou l'insuffisance de vent, en pratique l'essentiel du temps avec un facteur de charge de seulement 25 %, elle a recours à la production d'électricité par des centrales à gaz, énergie fossile, illustrant toute l'hypocrisie de cette politique. Autre conséquence pernicieuse : le prix de l'électricité se trouve en pratique indexé sur celui du gaz dont le coût est monté en flèche même avant la guerre en Ukraine.



Culture Cuisine / Archi-Cultures : Enfin, vous alertez aussi sur les effets pernecieux des discours catastrophistes sur le climat qui provoquent chez les jeunes occidentaux une éco-anxiété (mal-être, culpabilité, peur de l'avenir, rejet du désir d'avoir des enfants, etc.) dénoncée par ceux-là même qui la génèrent. Etes-vous réellement inquiet à ce sujet ? Et quelle solution, ou à défaut attitude, préconisez-vous ?

François Gervais : *La peur est un instrument de pouvoir. Quand la présidente du Haut Conseil pour le Climat, s'inspirant des confinements pendant la pandémie COVID19, suggère qu'un "pass" climatique aiderait à atteindre la neutralité carbone, on est en droit de s'inquiéter car ce serait copier le modèle*

On ne pourra qualifier l'O.N.U. de vertueuse lorsqu'elle contribue à la propagande anxieuse auprès de la jeune génération.

qui prévaut en Chine pour distinguer les "bons" citoyens de ceux qu'il faudrait réduire. On ne pourra qualifier l'Organisation des Nations Unies de vertueuse lorsqu'elle contribue à la propagande anxieuse auprès de la jeune génération. Elle pousse aussi à gaspiller une centaine de milliers de milliards pour prétendre réduire les émissions sans le moindre impact visible jusqu'à présent. Ces milliards ne seraient-ils pas plus utiles pour lutter contre la pollution de l'air interne liée à la combustion de biomasse dans les habitations pauvres mal ventilées ? Ces fumées sont de vrais polluants alors que le CO₂ n'en est pas un comme on a pu le vérifier avec le port généralisé du masque facial, barrière qui amène à réinspirer une partie du CO₂ expiré à une concentration 25 fois supérieure à l'air extérieur. L'accès à l'électricité et/ou la distribution de cuisinières à propane comme le pratiquent des organisations caritatives, éviterait 4 millions de morts chaque année selon l'Organisation Mondiale de la Santé, surtout des femmes et des enfants. »

Propos recueillis par Jérôme Alberola

François Gervais,
Impasses climatiques, les contradictions du discours alarmiste sur le climat (2022, édition l'Artilleur).

